



AMIENS

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT, DE  
L'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Service Urbanisme Réglementaire  
Tél. 22 97 40 71

## PROCÈS VERBAL DE NOTIFICATION

Nous soussigné, A  
d'Amiens, certifions nous :

Dossier N° : PC 80021 21 A0042  
Déposé le : 03/03/2021  
Adresse des travaux : 101 FAUBOURG DE HEM  
Nature des travaux : réaménagement et développement du parc  
zoologique  
Réf. Cad. : BC36, BC37, BC38, BC79, BC80, BC82, BC91, BC92.

*Mme DUBOU*

ou étant et parlant à \_\_\_\_\_, nous lui avons notifié :

- |  |   |   |
|--|---|---|
| <input type="checkbox"/> Arrêté / décision | <input type="checkbox"/> Notification du délai      | <input type="checkbox"/> La demande de pièces complémentaires |
| <input type="checkbox"/> Dossier           | <input type="checkbox"/> Dossier irrecevable        |   |
| <input type="checkbox"/> Lettre pour       |   |   |
| <input type="checkbox"/> Fiche de taxes    |   |   |
| <input type="checkbox"/> Annexe concernant | <input type="checkbox"/> Un permis de construire    | <input type="checkbox"/> Un lotissement                       |
|  | <input type="checkbox"/> Une déclaration de travaux | <input type="checkbox"/> Un certificat d'urbanisme            |
|  | <input type="checkbox"/> Un permis de démolir       |   |

De tout quoi nous avons dressé le procès verbal.

Fait à Amiens, le 29 NOV. 2021

### REÇU NOTIFICATION

A Amiens, le \_\_\_\_\_

**ARRETE DE PERMIS DE CONSTRUIRE  
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

<b>DOSSIER DEPOSE LE : 03/03/2021</b> <b>Par : AMIENS METROPOLE</b> <b>Représentée par</b> Monsieur GEST Alain <b>Demeurant:</b> Place de l'Hôtel de Ville 80027 <b>Adresse du terrain :</b> 101 rue du Faubourg de Hem <b>Nature des Travaux :</b> réaménagement et développement du parc zoologique <b>Réf. Cadastres :</b> BC36, BC37, BC38, BC79, BC80, BC82, BC91, BC92, BC93, BC135 <b>Avis de dépôt affiché le : 19/03/2021</b>	<b>N° de dossier :</b> <b>PC 80021 21 A0042</b>  <b>Surface de plancher :</b> 3021 m <sup>2</sup>
---	---

Le Maire,

Vu la demande de permis de construire susvisée,  
Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.421-1 et R.421-1 et suivants,  
Vu les articles L 421-1 et suivants du Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.421-6,  
Vu l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme,  
Vu l'article R.424-6 du code de l'urbanisme relatif à la réalisation différée des travaux dans l'attente de formalités prévues par une autre législation,  
Vu les articles L.425-14 et R.424-20 du Code de l'Urbanisme,  
Vu le Plan de Prévention des Risques Inondables de la Vallée de la Somme et de ses affluents, approuvé par arrêté préfectoral en date du 02 août 2012,  
Vu les articles R.425-31 et R.424-20 du code de l'urbanisme relatifs à la prise en compte de la protection du patrimoine archéologique et à leur conséquence sur les délais de validité de la décision,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Amiens approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2006, ses modifications en date des 27 septembre 2007, 25 septembre 2008, 15 octobre 2009, 9 décembre 2010, 8 décembre 2011, 15 mars 2012, 7 février 2013, le 13 février 2014, le 28 janvier 2016, le 15 septembre 2016, 29 juin 2017, 12 avril 2018, le 22 novembre 2019, 16 septembre 2021 et sa première modification simplifiée en date du 24 mai 2012,  
Vu la délibération du Conseil Municipal du 07 juillet 2016 actant l'application du permis de démolir sur tout le territoire amiénois,  
Vu les documents et plans modifiés déposés le 11 mai 2021,  
Vu les pièces complémentaires déposées le 29 juin 2021,  
Vu les pièces supplémentaires déposées le 24 novembre 2021,  
Vu l'avis de la Commission Intercommunale de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements recevant du public d'AMIENS METROPOLE en sa séance du 29 avril 2021,  
Vu l'avis de la Commission Intercommunale d'Accessibilité d'AMIENS METROPOLE en sa séance du 10 mai 2021,  
Vu l'avis favorable de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France en date du 12 mai 2021,  
Vu l'arrêté de Madame la Préfète de Région, en date du 7 juin 2021 portant prescription de diagnostic archéologique,  
Vu l'avis favorable de Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations (Service Protection du Consommateur, Régulation et Sécurité) en date du 22 septembre 2021,  
Vu l'avis d'ENEDIS en date du 23 novembre 2021,  
Vu l'avis favorable de l'Association Syndicale de la Rivière de la Selle,  
Considérant que le terrain d'assiette du projet se situe dans les zones 1 et 3 du Plan de Prévention des Risques d'Inondation,  
Considérant que le terrain d'assiette de l'opération est compris dans une zone sensible où il existe une présomption de vestiges archéologiques,  
Considérant que les travaux envisagés, situés à proximité d'indices d'occupation archéologique (Nécropole de la ville Romaine d'Amiens) sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique en raison de leur localisation, de leur nature et de leur importance,

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet,  
Considérant qu'un établissement recevant du public doit prévoir des moyens de lutte contre l'incendie,  
Considérant qu'un établissement recevant du public doit permettre l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite,  
Considérant que le projet est situé à l'intérieur du périmètre délimitant le site inscrit,  
Considérant que les bâtiments à démolir n'ont pas de caractéristiques urbaines et architecturales particulières,  
Considérant que le projet relève de l'autorisation environnementale en tant qu'ICPE

## A R R E T E

ARTICLE 1 : Le permis de démolir est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée aux cadres 1 et 2.

ARTICLE 2 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée aux cadres 1 et 2, sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Toutes les prescriptions imposées par la Commission Intercommunale de Sécurité d'Amiens Métropole en sa séance du 29 Avril 2021 et reprises au rapport annexé au présent arrêté devront être strictement observées.
- Toutes les prescriptions imposées par la Commission Intercommunale d'Accessibilité d'Amiens Métropole en sa séance du 10 mai 2021 et reprises au rapport annexé au présent arrêté devront être strictement observées.
- Les travaux prévus au présent permis ne pourront être mis en œuvre avant l'exécution des prescriptions archéologiques prévues dans l'arrêté de Madame la Préfète de Région en date du 07 juin 2021.
- Le délai de validité du présent permis ne courra qu'à compter de la remise du rapport de diagnostic et en cas de fouilles, de la délivrance de l'attestation préfectorale ou du certificat prévus par l'article 53 du décret n° 2004-490 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.
- Les travaux prévus au présent permis ne pourront être mis en œuvre avant la délivrance de l'autorisation environnementale.

Les dispositions législatives et réglementaires rappelées en annexe devront être respectées.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Pour le Maire  
et par Délégation



La Responsable de Pôle

Sandrine DELAITRE

Amiens, le

29 NOV. 2021

Pour le Maire,  
L'Adjointe Déléguée,

Signé

Annie VERRIER

*Il est procédé ce jour à l'affichage de la présente décision et à sa transmission au Représentant de l'Etat en application des articles R424-15, L.424-7 et R.424-12 du code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa réception.*

**Recours :** Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Durée de validité du permis :** Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours contre le permis, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22 du code de l'urbanisme, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tout ordre et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité. **Cette prorogation peut être renouvelée une fois.**

**Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :** Adressé au Maire, en trois exemplaires une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n°13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement);

Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.425-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**ATTENTION :** Le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait: dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours:

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**Le permis est délivré sous réserve du DROIT DES TIERS :** il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

**ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** Le bénéficiaire de l'autorisation doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

ANNEXE AU PC 80021 21 A0042  
AMIENS METROPOLE  
Représentée par Monsieur GEST Alain  
101 rue du Faubourg de Hem  
réaménagement et développement du parc zoologique

DROITS DES TIERS :

Il est signalé à l'intéressé que le permis de construire a pour but d'attester que la construction projetée est conforme aux réglementations d'ordre public relatives à l'urbanisme mais qu'il ne prend pas parti sur les problèmes relevant du droit privé. Conséquemment, les droits des tiers restent réservés en ce qui concerne les servitudes de droit privé et les obligations contractuelles.

La délivrance du permis de construire ne saurait dégager le pétitionnaire des obligations qui pourraient lui incomber au regard des dispositions du Code Civil notamment celles traitant de la mitoyenneté, de la création de vues directes ou obliques sur les propriétés voisines ou de la privation d'ensoleillement des parcelles environnantes etc...

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

Il est rappelé au pétitionnaire que toute construction nouvelle, addition de construction, démolition ou autres changements dans la consistance des lieux intervenus depuis la souscription générale des déclarations en 1970 doivent être signalés à l'Administration fiscale dans les 90 jours de leur achèvement (Cet achèvement est entendu au sens où le bien considéré peut être utilisé conformément à sa destination). Les imprimés nécessaires à l'accomplissement de ces formalités peuvent être retirés auprès du Service du Cadastre, Hôtel des Impôts rue Pierre Rollin ou sur le site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).

EAU POTABLE :

Les raccordements d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales seront réalisés sur les réseaux existants du ZOO. Si besoin. D'un nouveau branchement, veuillez-vous rapprocher du SEA.

EAUX PLUVIALES :

Si besoin d'un nouveau rejet d'eaux pluviales dans la Selle, il est nécessaire de se rapprocher de l'association syndicale de la Selle et de ses affluents pour autorisation de rejet des eaux pluviales dans le cours d'eau.

Les eaux de ruissellement de la voirie et du parking devront être prétraitées avant rejet.

**Présence de la nappe à faible profondeur, prévoir des clapets antiretour sur le réseau d'eaux pluviales.**

DEPRESSION CHARRETIERE :

Une dépression charretière réglementaire devra être aménagée dans le trottoir de rue, par le pétitionnaire et à ses frais, avant l'occupation des locaux et suivant les conditions d'une autorisation à demander auprès de l'Unité Surveillance et Occupation du Domaine Public,

VU POUR ETRE  
ANNEXE à l'ARRETE du  
29 NOV. 2021  
VILLE D'AMIENS

Coordination de Travaux de la Ville d'Amiens (au moins trois semaines avant le début des travaux).

La dépression charretière existante, devenue inutile une fois les travaux achevés, devra être supprimée et le trottoir rétabli, à cet endroit, suivant son profil normal. Ces travaux seront exécutés par le pétitionnaire et à ses frais, suivant les conditions d'une autorisation à solliciter auprès de l'Unité Surveillance et Occupation du Domaine Public, Coordination de Travaux de la Ville d'Amiens (au moins 3 semaines avant le début des travaux).

Si les travaux à effectuer nécessitent l'installation d'un échafaudage, d'une barrière de chantier ou d'un dépôt de matériaux, une demande d'occupation du domaine public devra être adressée à l'Unité Surveillance et Occupation du Domaine Public\_ Coordination de travaux (7, rue de la Malmaison \_ 03.22.97.42.42) au moins 3 semaines avant le début des travaux (art 1er du règlement de voirie).

#### VOIRIE :

Toute voie privée, à son débouché sur la voie publique, devra franchir un trottoir surbaissé afin de respecter la priorité des piétons y circulant. Une bordurette noyée marquera la limite entre le domaine public et le domaine privé (limite d'alignement).

Tout déplacement ou toute modification éventuelle d'ouvrages publics existants sera effectué par le pétitionnaire et à ses frais, après autorisation spéciale à solliciter auprès de l'Unité Surveillance et Occupation du Domaine Public\_ Coordination de travaux (7, rue de la Malmaison \_ 03.22.97.42.42) au moins 3 semaines avant le début des travaux (art. 9 du règlement de voirie municipal).

Les frais de remise en état dus à la modification ou la dégradation du domaine public communal entraînés par les travaux du projet sont à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Préalablement à l'ouverture du chantier, l'entrepreneur devra fournir à l'Unité Surveillance et Occupation du Domaine Public\_ Coordination de travaux (7, rue de la Malmaison \_ 03.22.97.42.42) au moins 3 semaines avant le début des travaux, les plans d'installation de chantier dans le cas où tout ou partie de celle-ci serait implantée sur le domaine public. Il devra également fournir l'itinéraire envisagé pour l'évacuation des déblais.

Préalablement à l'ouverture du chantier, le pétitionnaire devra prendre contact avec l'Unité Surveillance et Occupation du Domaine Public\_ Coordination de travaux (7, rue de la Malmaison \_ 03.22.97.42.42) au moins 3 semaines avant le début des travaux, aux fins de procéder contradictoirement au constat de la voirie existante afin d'éviter toute contestation ultérieure en cas de dégradation.

La réparation de tous les dommages qui auront pu être causés à la voie ou à ses dépendances, à l'occasion de la réalisation des travaux autorisés, sera mise à la charge du pétitionnaire en application des dispositions de l'article 8 du règlement municipal de voirie.

#### DEMOLITION :

Pendant la durée des travaux, le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des riverains et du public.

Les installations de barrières de chantier et grues de chantier devront faire l'objet d'une autorisation à solliciter auprès du Service des Espaces Publics de la Ville d'Amiens, au moins 15 jours avant le début des travaux (art. 1er du Règlement de Voirie).

VILLE D'AMIENS  
ANNEXE A L'ARRETE du

29 NOV. 2021

VILLE D'AMIENS

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que la délivrance du permis de démolir ne saurait aucunement constituer un engagement des administrations concernées quant à la décision à intervenir sur la demande de permis de construire.

Conséquemment, il lui est recommandé d'attendre la notification de la décision précitée préalablement à tout commencement de travaux de démolition.

La démolition devra s'effectuer de manière à ne pas disperser de poussières dans l'air, ni porter atteinte à la santé ou causer une gêne pour le voisinage. La voie publique devra être tenue en état de propreté aux abords du chantier et sur les points ayant été salis par suite des travaux de démolition (art. 96 et 99-7 du Règlement Sanitaire Départemental).

#### ORDURES MENAGERES :

Les ordures ménagères et les emballages de tri sélectif sont collectées en bacs deux roues.

Les emballages en verre et les papiers journaux magazines doivent être portés aux points d'apport volontairement prévus à cet effet.

Les bacs de collecte ne pourront rester positionnés sur la voie publique en dehors des jours de collecte, hors jours de collecte les bacs seront stockés dans le foncier bâti.

Ces locaux devront réunir l'ensemble des préconisations dans le cadre du respect des prescriptions d'hygiène (ventilation, point d'eau, évacuation des eaux de lavages).

Les déchets présentés devront respecter le règlement de collecte (pas de liquide dans les bacs notamment) ainsi que les consignes de tir en vigueur sur la Métropole.

Un emplacement sera obligatoirement prévu pour l'affichage des consignes de tir dans chaque local.

**Les bacs seront présentés à la collecte en bord de voie accessible par les véhicules de collecte. Ainsi les bacs seront présentés devant la parcelle.** Leur sortie est autorisée au plus tôt la veille du jour de collecte à 20h pour les rues collectées dès 5h et ils doivent être rentrés de suite après la collecte.

**Les déchets non ménagers comme les déchets verts, métaux et fumier seront collectés par l'intermédiaire des bennes.**

VU POUR ETRE  
ANNEXE à l'ARRETE du

29 NOV. 2021

VILLE D'AMIENS